



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2019-52 - Séance du 16/12/2019

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	8	9

Vote	
Pour	9
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 16 décembre à 14h00, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Alain SOULIER, Vice-Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 12/12/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 12/12/2019.

Présents :

Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Hubert FABRITIUS, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Michel BAUDOUR, Jean-Marie COURTÉS Jean-Luc DE LA CLERGERIE.

Absents représentés :

Marie-France TEXIER représentée par Madame Christiane GAUBERT.

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER

Absents:

Anna RAMORA, Morgan SIMAR

Secrétaire de séance : Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2019-52 – BUDGET ANNEXE EHPAD : EXERCICE 2019 : DECISION MODIFICATIVE N°3

Monsieur Alain SOULIER expose que compte tenu :

- De l'augmentation du personnel pour les prises en charge des résidents présentant des troubles cognitifs.
- Du remplacement du personnel en arrêt maladie ou accident de travail

Il convient de procéder aux modifications budgétaires suivantes :

Dépenses :

Compte 64131 : Rémunération du personnel non-titulaire sur emploi permanent : + 20 000 euros

Recettes :

La section de fonctionnement bénéficie de recettes supplémentaires consécutives à la reprise de provision.

Compte 7815 : Reprise sur provision : + 194 602.47 €

Où l'exposé du rapporteur, après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil d'administration **APPROUVE** les modifications budgétaires citées ci-dessus.

Pour extrait conforme,

Le 16/12/2019

Le Vice-Président,

Alain SOULIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.